



## **ARRETE N°2022-73-POL-P**

**Règlementation de la circulation des véhicules à moteur par la mise en place d'une signalisation de type B7B.**

**Le Maire de la commune de Saint-Jean-de-Védas**

Vu La loi n°82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;

Vu les articles L2213.1 à L2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu l'article R610-5 du Code Pénal ;

Vu les articles R 110-1, R 110-2, R 110-3, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 415-10 et R 415-9 du Code de la Route.

Considérant qu'il incombe au Maire dans le cadre de ses pouvoirs de police de circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique ;

Considérant qu'il convient de sécuriser la circulation des piétons sur la passerelle mise en place, parcelle n°AS148 à Saint-Jean-de-Védas.

### **A R R E T E**

ARTICLE 1 : La circulation est interdite à tous les véhicules à moteur sur la passerelle piétonne mise en place entre la rue de la Lavande et la rue du Thym (sur la parcelle n°AS148). Cette interdiction est matérialisée par la mise en place de panneaux de signalisation de type B7B à chaque entrée de celle-ci.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle est mise en place par les services de la métropole de Montpellier.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Toutes les infractions ou manquements au présent arrêté font l'objet d'une procédure établie par le service de la Police Municipale.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est affiché et publié en Mairie ainsi qu'en tout lieu qui sera jugé utile.

ARTICLE 6 : En application des dispositions des articles R.421 – 1 à R.421 – 5 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par courrier ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publicité.

ARTICLE 7 : Le Directeur Général des services de la Mairie de Saint-Jean-de-Védas, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Jean-de-Védas, Madame la Cheffe de Poste de la Police Municipale de Saint-Jean-de-Védas, Madame la directrice du Pôle Aménagement du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise au Représentant de l'Etat pour contrôle de légalité.

Certifié exécutoire compte tenu de sa transmission en préfecture  
et de sa publication le  
et de sa notification le

Fait à Saint-Jean-de-Védas, le vendredi 16 Septembre 2022

**François RIO,**  
**Maire de Saint-Jean-de-Védas**

